



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/Bicpe -RL

24/10/2012

**Arrêté préfectoral accordant à la S.A. DOURDIN  
l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une activité de  
fabrication de films adhésifs à SAINT-ANDRE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions du code de l'environnement ;

Vu la demande présentée par la S.A. DOURDIN dont le siège social est situé 25 rue Emile Vandamme 59350 SAINT-ANDRE CEDEX en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une activité de fabrication de films adhésifs à la même adresse ;

Vu l'étude d'impact et les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'avis de recevabilité émis par directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 25 septembre 2007 ;

Vu le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 27 décembre 2007 ;

Vu l'avis des conseils municipaux de SAINT-ANDRE et MARQUETTE-LEZ-LILLE

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 19 novembre 2007 ;

Vu l'avis du Chef du service départemental des services d'incendie et de secours en date du 27 décembre 2007 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement en date du 5 novembre 2007 ;

Vu l'avis du directeur régional de la navigation en date du 31 octobre 2007 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement en date du 22 octobre 2007 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail en date du 29 mars 2007 ;

Vu le rapport et les conclusions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 3 août 2012 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

# TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

## CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société DOURDIN dont le siège social est situé à Saint-André, 25 rue Emile Vandamme est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations classées détaillées dans les articles suivants.

### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

L'ensemble des prescriptions fixées par des actes antérieurs au présent arrêté sont abrogées sauf celles de l'arrêté préfectoral du 20/06/2011 relatif à la recherche de substances dangereuses dans l'eau.

### ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant du régime de la déclaration mentionnées à l'article 1.2.1.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées par le présent arrêté.

### ARTICLE 1.1.4. AGREMENT DES INSTALLATIONS

Sans objet.

## CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
1715-1	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de), sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à	$Q = (2 \times 9,9 \cdot 10^9) / 10000 = 19,8 \cdot 10^5$ Sources radioactives scellées pour le contrôle de l'épaisseur de dépôt de pâtes à la tête d'enduction – Krypton 85, radionucléide 4. Sources stockées uniquement dans l'atelier Atlas II: 2 sources de 9,9GBq.	A	1

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
	l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001, la valeur de Q est égale ou supérieure à 10 <sup>4</sup>			
2660	Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).	Fabrication totale: 1,5t/j - Fabrication de pâtes PU: 1,5t/j	A	1
2915-1-a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 1 000 l.	Fluide utilisé: Elf ETA 100 (point éclair de 250°C) Quantité de fluide: 5 000 L utilisation à 280°C	A	1
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....), à l'exclusion: - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par <u>la rubrique 1521</u> ; - des activités couvertes par <u>les rubriques 2445 et 2450</u> ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par <u>la rubrique 2930</u> ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique.  Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé" (pulvérisation, enduction...), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kilogrammes/jour	Quantité maximale utilisée de 700kg/j: - Procédé d'enduction avec liquides inflammables de 1ère catégorie (mélange de point éclair <55°C): 650kg/j au niveau de la ligne atlas 2 - Procédé d'application de colle avec part solvantée >10% (point éclair de -19°C) – themogainage : 50kg/j.	A	1
1131-2-c	Toxiques (emploi ou stockage de	Quantité maximale stockée	D	/

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
	substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol:  - Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	(substances type Desmodur W et IPDI) : 1700kg pour un volume de 1,6m <sup>3</sup> .  Stockage sur rétention dans le local identifié « livraison/expédition » dans le plan en annexe 1 (local appelé « réception » par le personnel).		
1432-2-b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de), pour les liquides visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	Capacité équivalente de 68m <sup>3</sup> . - Stockage Pégase (= local de maintenance): 2,15m <sup>3</sup> - zone de fabrication pâtes: 3m <sup>3</sup> - zone stock fûts de déchets: 1,5m <sup>3</sup> (en extérieur, dans un local grillagé fermé à clé) - zone encres sérigraphiques: 1,2m <sup>3</sup> (en armoire) - zone laboratoire: 1,8m <sup>3</sup> (2 armoires) Quantité totale: 9,65m <sup>3</sup> 1/3 des produits stockés sont de catégorie B et 2/3 de catégorie A. Les produits de catégorie C, en faible quantité, sont intégrés dans les produits de catégorie B. Capacité équivalente = 68m <sup>3</sup> (9,65x1/3 + 9,65x2/3x10)	DC	/
1433-A	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables :  A. installations de simple mélange à froid, lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : inférieure à 5 t.	- Encres sérigraphiques (mélange à froid): 0,15t	NC	/
1433-B - b	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables :  B. Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être	- Pâte PVC: 4 tonnes	DC	

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
	présente est supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t			
2450-3-b	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante:</p> <p>1. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique;  2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage;  3. <b>Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1, si la quantité d'encre consommée est supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 400 kg/j.</b></p>	<p>150kg/j au maximum (encres contenant plus de 10% de solvant organique)  7 machines de sérigraphie.</p>	DC	/
2560-2	Métaux et alliages (travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	<p>Puissance totale installée : 61kW</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- atelier embouti/découpe: 2 machines x 25,5kW</li> <li>- atelier de maintenance: puissance maximale de 10kW.</li> </ul>	D	/
2661-1-b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 thermoformeuses : 1t/j</li> <li>- transformation de pâte PVC: 1,5t/j</li> <li>- thermogainage: 0,2t/j</li> </ul> <p>Capacité totale: 2,7t/j</p>	D	/
2661-2-b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	<p>Quantité maximale traitée de 5,9t/j</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 visiteuses</li> <li>- découpe film: 2 machines</li> <li>- découpe coupons: 4 machines</li> <li>- découpe intégrée dans une ligne continue de sérigraphie</li> <li>- refendeuse (découpe de l'anti-adhérent): 1 machine</li> <li>- 1 robot de découpe au niveau du thermoformage:</li> <li>- 3 robots de découpe à la</li> </ul>	D	/

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
		suite du thermoformage		
2663-2-b	<p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>Dans les autres cas (qu'à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.) et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage de 1020 m<sup>3</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 600m<sup>3</sup> de stockage de semi-finis (mousses adhésives découpées, pièces injectées chromées, bobines films)</li> <li>- 420 m<sup>3</sup> de produits finis</li> </ul> <p>Stockage dans le bâtiment de stockage des produits finis/semi finis.</p>	D	/
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW.</p>	<p>Puissance thermique totale: 2,68MW.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaudière eau chaude du bâtiment principal (gaz naturel) pour le chauffage: 640kW</li> <li>- Chaudière fluide thermique: 1860kW (en lien avec rubrique 2914-1-A)</li> </ul> <p>Les 2 chaudières sont considérées comme indépendantes car elles ne peuvent être techniquement raccordées à une cheminée commune.</p>	DC	/
1412	<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature. Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t.</p>	<p>Quantité maximale stockée: 0,35t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage de 10 bouteilles de 33 kg de gaz de carburation</li> </ul>	NC	/

N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000m <sup>3</sup> .	Volume maximum: 225m <sup>3</sup> : – bobines de papier: 115m <sup>3</sup> – palettes/bois: 55m <sup>3</sup> – cartons d'emballages: 55m <sup>3</sup>	NC	/
2445	Transformation du papier, carton, la capacité de production étant inférieure à 1t/j.	Capacité < 1 tonne /j splitteuse: 1 mandrin et 1 bobine	NC	/
2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume total des cuves de traitement étant : - inférieur à 200 l; - ou inférieur à 20 l lorsque des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou des solvants halogénés étiquetés R 40 sont utilisés dans une machine non fermée.	Pas de procédés utilisant des cuves de traitement. Le nettoyage est réalisé uniquement via des chiffons imbibés de solvants	NC	/
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 20 kW.	Machine au laboratoire de 0,1kW rosseuse de 18kW	NC	/
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup> (stockage en sacs de 25kg de poudre de PVC dans la zone de stockage de produits semi-finis)	NC	/
2663-1	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 200 m <sup>3</sup> .	m <sup>3</sup> (stockage de mousse brute) dans la zone de stockage de produits semi-finis, à l'intérieur du bâtiment principal (bâtiment 1).	NC	/



N° de la rubrique	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement* A/D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW.	puissance totale de 122kW - 2 groupes froids de 2x16,3kW (R134a) - 1 groupe froid de 23kW(R134a) - 1 groupe froid sérigraphie (R407c): 52,3kW - 3 groupes froids laboratoire: 10kW (R404), 2x2kW (R22 et R134a)	NC	/
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') - la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW (D),	puissance totale < 10kW. postes de charge et 2 chargeurs intégrés.	NC	/

\* A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé)

Le plan en annexe 2 localise les rubriques susmentionnées.

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Saint-André	BI 60, BI 25 et BI 30

Le plan en annexe 3 reprend les limites autorisées de l'établissement.

#### ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprend les bâtiments et activités suivantes :

- un bâtiment (1) de production comprenant des bureaux administratifs, des zones de stockages, des zones de production (Atlas II/enduction, emboutissage, découpe, assemblage, sérigraphie, thermogainage, formulation/fabrication de pâtes, colorimétrie, chaufferie et incinérateur de COV);
- un bâtiment (3) de stockage des produits finis;
- un atelier de maintenance.

L'annexe 1 reprend la localisation des différents bâtiments et la dénomination des différents ateliers.

### CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

#### CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACTS ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.

### **ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et suivants du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, y compris les sources radioactives et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon la procédure mentionnée au 1er alinéa du présent article.

#### **ARTICLE 1.5.7. ANCIEN LOCAL CONTENANT UN TRANSFORMATEUR AU PCB**

Compte tenu de l'impossibilité technique de réaliser des carottages dans le local ayant abrité le transformateur au PCB (certificat de destruction 240442/532424/8128118/6401114) de par la présence d'armoires électriques sous haute tension en activité après la suppression du transformateur, les carottages sont réalisés au plus tard au moment de la cessation d'activité afin de vérifier l'absence de pollution par des PCB. La nécessité de mettre en place des restrictions d'usages par un dispositif type servitudes sera examinée dans le cadre de la cessation d'activité.

Dans l'attente, une dalle doit être maintenue étanche au droit de l'ancien transformateur afin de prévenir le risque de migration de la pollution.

La mémoire sur ce local est assurée dans le cadre du document prévu au chapitre 2.6 (dernier point du premier paragraphe).

### **CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

#### **ARTICLE 1.6.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### **CHAPITRE 1.7 - ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
07/05/07	Décret n°2007-737 du 7 mai 2007 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
07/05/07	Arrêté du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux

07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prévoient notamment:

- les modes opératoires;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées;
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

### **ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

## **CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets réels ou potentiels sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- un registre indiquant la nature et les quantités des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;
- les rapports de visites pour les installations soumises à contrôle périodique ;

- en cas de pollution des sols, un compte rendu reprenant les circonstances de la pollution, la nature de la pollution (caractéristiques qualitatives et quantitatives des polluants) et les actions mises en œuvre pour limiter les conséquences de la pollution.
- les informations relatives à d'éventuelles modifications des conditions d'exploitation des installations qui participeraient à l'élaboration d'un diagnostic de pollution du site (suppression ou relocalisation d'un stockage de substances dangereuses, d'une activité où des substances polluantes étaient mises en œuvre...).

Ces documents peuvent être informatisés, mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. L'archivage de ces documents au-delà des cinq ans doit être cependant assuré pour les documents permettant d'assurer la pérennité de l'information relative à l'historique du site dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations.

## **CHAPITRE 2.7 - RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Article	Contrôle à effectuer / document à transmettre	Périodicité du contrôle / échéance de transmission
3.2.7 et 3.3.3	Contrôle des rejets atmosphériques.	Sous un an puis tous les 3 ans sauf pour l'incinérateur (contrôle annuel).
3.2.8	Plan de gestion des solvants	Annuellement, au plus tard pour le 1er avril.
3.2.9	Schéma de maîtrise des émissions	Annuellement, au plus tard pour le 1er avril.
4.3.7	Contrôle des eaux résiduaires	Annuellement.
6.2.3	Contrôle des émissions sonores	Tous les 3 ans.
7.8.2	Mesure des débits pour la défense incendie	Sous deux mois à compter de la notification de l'arrêt.
7.8.3	Étude sur le comportement au feu des bâtiments	Sous 5 mois à compter de la notification de l'arrêt.
8.3.4.1	Désignation de la personne responsable de l'activité nucléaire	Dès notification du présent arrêté.
8.3.4.2	Désignation de la personne compétente en radioprotection	Dès notification du présent arrêté.
8.3.4.5	Bilan périodique sur les sources radioactives	Tous les 5 ans.
9.4.2	Rapport annuel	Annuellement.

---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, des meilleures technologies disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés lors de ces essais sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement du bon fonctionnement de l'incinérateur de COV. Ce dispositif doit permettre de vérifier l'atteinte de l'objectif de destruction de plus de 98,5% des COV.

En complément à la surveillance, une maintenance préventive est réalisée afin de prévenir tout risque de dysfonctionnement de l'incinérateur.

En cas de dysfonctionnement de l'incinérateur de nature à remettre en cause le rendement d'épuration de 98,5%, les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt. L'inspection des installations classées est informée et peut autoriser le redémarrage des installations sous réserve d'une demande présentée par l'exploitant dûment justifiée sur l'absence de risque sanitaire inacceptable et l'engagement de remise en service de l'incinérateur dans les meilleurs délais.



### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

## **CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET**

### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des

mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeau chinois...). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

#### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Rubriques/locaux raccordés	Puissance le cas échéant	Combustible le cas échéant	Autres caractéristiques
1	Exutoire « incinérateur » rubriques: 2660 (A), 2940-2-a (A), 2564 (NC) local: ATLAS 2	/	COV	Rejets de COV résiduels après incinération. COV canalisés au niveau de l'atlas 2 et générés par: – l'étalement du PVC (fabriqué par mélange dans l'atelier « formulation de pâtes » ; – l'enduction d'adhésif. ; – le nettoyage de la tête.
2	Exutoire « chaudière » (2910) pour le chauffage d'appoint l'hiver	640kW	Gaz naturel	
3	Exutoire « Chaudière » (2910) pour le chauffage du fluide thermique	1680kW	Gaz naturel	
4	Exutoire « Jaguar » rubriques: 2940-2-a (A) atelier: cabine de pulvérisation de colle	/	/	Extraction mécanique au niveau de la cabine de pulvérisation de colle  Rejets de COV
5	Exutoire « atelier de sérigraphie » Rubrique raccordée : 2450)	/	/	Sérigraphie – extraction mécanique des solvants de sérigraphie  Rejets de COV
6	Exutoire « Zone de mélange » Rubriques raccordées: 2660 (A), 1433-B-b (DC) ateliers: encres, formulation/fabrication de pâtes, visiteuses, bobines.	/	/	Extraction mécanique pour les activités de préparation : – de pâtes PVC (mélange de poudres, additifs et solvant pour fabriquer le PVC avant qu'il ne soit étalé au niveau de l'atlas 2); – d'encres pour la sérigraphie.  Rejets COV.

7	Atelier résine Rubrique raccordée: 1131 (D)	/	/	Mélange de polyols et d'isocyanates – manipulation de produits sans solvants – extraction pour l'ambiance des locaux.
8	Nouvelle sérigraphie Rubriques : 2450 (DC), 1433-A (NC),	/	/	Sérigraphie – extraction mécanique des solvants de sérigraphie.  Rejets de COV
9	Clim thermoformage	/	/	Echangeur thermique au niveau de la climatisation. Pas de rejets industriels.

Les différents points de rejets sont localisés en annexe 4 du présent arrêté.

La manipulation de produits toxiques (rubrique 1131) comprenant des COV dans l'atelier résine localisé à gauche de la zone livraison/expédition selon le plan en annexe 1 (et correspondant à la zone de stockage des produits toxiques) doit rester à caractère exceptionnel. Une procédure définit dans quelle situation l'utilisation de COV dans ce local est tolérée et les dispositions prises pour limiter les émissions au strict minimum. Le plan de gestion intègre un bilan sur les quantités utilisées annuellement dans ce local et justifie qu'elles ne sont pas de nature à remettre en cause l'étude sanitaire.

### ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Vitesse mini d'éjection en m/s
Rejet n°2	6	5
Rejet n°3	6	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les points de rejet des effluents atmosphériques doivent dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres sauf pour l'exutoire n°9.

### ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES CANALISES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Exutoire n°2 3% en O <sub>2</sub>	Exutoire n°3 3% en O <sub>2</sub>
Teneur en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence, ramenée en volume.		
Poussières	5	5
SOx de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	35	35
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	150	150

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Exutoire n°1	Exutoires n°5, 6, 7, 8	Exutoire n° 4
Poussières	100	100	100
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	100	100	100
CO	100	100	100
COVNM	50	110	50
CH4	50	50	50

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en mg/m<sup>3</sup> ou g/m<sup>3</sup> rapportés aux mêmes conditions.

La consommation de COV spécifiques (COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, substances avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994) est interdite. L'interdiction porte sur le produit commercialisé (exclusion des sous-composants en quantité telle que la phrase de risque n'est pas retenue dans le produit commercialisé).

Pour le conduit n°1, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

#### ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Flux cumulé sur les exutoires N° 1, 4, 5, 6, 7, et 8.
Poussières	1 kg/h
SO <sub>2</sub>	25kg/h
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	25kg/h
HCl	1kg/h
Fluor (exprimé enHF)	500g/h

#### ARTICLE 3.2.6. ÉMISSIONS DIFFUSES

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.

#### ARTICLE 3.2.7. CONTROLE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'exploitant réalise sous un an à compter de la notification du présent arrêté une campagne de mesures des rejets atmosphériques permettant de vérifier que les valeurs limites fixées aux articles 3.2.4 et 3.2.5 sont respectées.

Pour les exutoires 4, 5, 6, 7, et 8, la première campagne de surveillance intègre les poussières, NO<sub>x</sub> et CO. Si cette campagne démontre l'absence de poussières, NO<sub>x</sub> et de CO dans les rejets, une fréquence décennale peut être retenue pour ces paramètres sur ces exutoires.

En cas de non conformité, un plan d'actions est mis en oeuvre.

Un contrôle est ensuite réalisé tous les 3 ans sauf pour l'incinérateur où une fréquence annuelle est requise.

#### ARTICLE 3.2.8. PLAN DE GESTION DES SOLVANTS

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est mis à jour annuellement (en intégrant le taux de marche des installations) et transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard pour le 1er avril de l'année N+1, avec une information sur les actions réalisées ou prévues pour réduire la consommation / les rejets de solvants. Pour être exploitables et comparables, les données relatives à la consommation de solvants et aux rejets sont également ramenées à un ratio de production. Le document mentionne les

coûts et délais associés aux différentes actions de réduction ainsi que les résultats quantitatifs attendus. Cette transmission est accompagnée de tout justificatif concernant la consommation de solvants (factures, nom des fournisseurs...). Le document précise les phrases de risque des solvants consommés dans l'année et permet de démontrer l'absence des COV interdits par le présent arrêté.

Dans le cadre du prochain plan de gestion de l'année 2012, les consommations et les rejets (diffus et canalisés) associés aux opérations de nettoyage sont détaillés. Le plan de gestion détermine la part de solvants utilisée pour le nettoyage au niveau de l'atlas traitée par l'incinérateur. Un plan d'actions est mis en oeuvre pour diminuer la consommation et/ou les rejets de COV liés aux opérations de nettoyage. L'objectif de ne pas dépasser 15% de rejets diffus pour les opérations de nettoyage doit être examiné.

#### **ARTICLE 3.2.9. MISE EN OEUVRE D'UN SCHEMA DE MAITRISE DES EMISSIONS DE COV**

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au présent chapitre ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en oeuvre sur l'installation.

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées le schéma de maîtrise des émissions de l'année N au plus tard pour le 1er avril de l'année N+1.

### **CHAPITRE 3.3 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux chaufferies (rubrique 2910).

#### **ARTICLE 3.3.1. COMBUSTIBLES UTILISES**

Le combustible utilisé est le gaz naturel. Il doit répondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.

#### **ARTICLE 3.3.2. HAUTEUR DES CHEMINEES**

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

#### **ARTICLE 3.3.3. MESURE PERIODIQUE DE LA POLLUTION REJETEE**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées. La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique. Le premier contrôle est effectué six

mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en monoxyde de carbone et hydrocarbures non méthaniques sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

#### **ARTICLE 3.3.4. ENTRETIEN DES INSTALLATIONS**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

#### **ARTICLE 3.3.5. EQUIPEMENT DES CHAUFFERIES**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### **ARTICLE 3.3.6. LIVRET DE CHAUFFERIE**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

---

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 - PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville de Saint-André.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 1 200m<sup>3</sup>/an.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

#### **ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

L'exploitant procède au contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs au moins annuellement et consigne dans un registre la date du contrôle, la nature et le résultat du contrôle, ainsi que, le cas échéant, les interventions de maintenance réalisées.

### **CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### ***Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques***

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

##### ***Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux***

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.



## **CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Effluent n°1 comprenant les eaux domestiques, les eaux vannes, les eaux sanitaires, les eaux pluviales de toiture et de voiries, susceptibles ou non d'être polluées à l'exclusion des eaux pluviales polluées en situation incidentelle/accidentelle;
- Effluents n°2: les eaux industrielles qui rejoignent in fine le collecteur de l'effluent n°1;

### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejet fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **ARTICLE 4.3.3. TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### **ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJETS ET CONDITIONS DE REJETS**

Le déversement des eaux provenant de l'établissement est réalisé via un branchement au réseau communal unitaire situé rue Sadi Carnot.

L'ensemble des rejets est pris en charge par le réseau d'assainissement communal. L'exutoire final du réseau d'assainissement communal urbain est la station d'épuration de Marquette-Lez-Lille. L'exploitant dispose d'une autorisation de raccordement au réseau communal couvrant les eaux pluviales (polluées ou non), les effluents domestiques et les effluents industriels.

Les eaux domestiques sont évacuées conformément au règlement en vigueur.

Dans l'éventualité où le renouvellement de l'autorisation de raccordement exclurait les rejets industriels, ces derniers sont alors gérés comme des déchets industriels et éliminés dans une filière dûment autorisée.

L'exploitant est en mesure de contenir sur son site les eaux polluées (y compris les eaux pluviales) en cas d'accident / incendie par des dispositifs d'isolement des réseaux et/ou des bassins de rétention spécifiques. Ces eaux polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Dans la situation où la collectivité met en place un réseau d'assainissement de type séparatif ou demande à l'exploitant de mettre en place un réseau séparatif, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et lui transmet un échéancier pour la mise en conformité de son réseau avec le réseau de la collectivité. L'exploitant réalisera dans ce cadre une étude technico-économique sur la mise en place d'un dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et un bassin de tamponnement en cas d'orage.

#### **ARTICLE 4.3.5. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

##### ***Article 4.3.5.1. Conception***

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

##### ***Article 4.3.5.2. Aménagement***

###### **Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

###### **Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### **ARTICLE 4.3.6. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

#### **ARTICLE 4.3.7. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET DANS LA STATION D'EPURATION COLLECTIVE**

L'exploitant est en mesure de caractériser ses effluents industriels avant rejet et/ou mélange avec d'autres effluents, à la demande de l'inspection des installations classées ou du gestionnaire de la station d'épuration.

##### **Caractéristiques des effluents (mesurés selon les normes en vigueur):**

Paramètres	Flux maximal journalier en kg/j	Concentration moyenne annuelle en mg/l	Concentration maximale en mg/l
DCO	3,5	250	400
DBO5	2	75	250
Matières en suspension	0,75	80	100
Azote Kjeldhal (NTK)	0,05	2	5
Phosphore total	0,01	0,5	2

Un contrôle au moins annuel est réalisé sur les paramètres visés dans le tableau ci-dessus ainsi que sur l'arsenic, le mercure, le cadmium, le chrome total, le cuivre, le nickel, le plomb et le zinc.

Des valeurs différentes ou des paramètres complémentaires ainsi que des modalités de surveillance différentes peuvent être fixés par l'autorisation de raccordement.

#### **ARTICLE 4.3.8. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

En cas de modification de l'existant, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

---

## **TITRE 5 - DECHETS**

---

### **CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R543-66 à R543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-15 et R543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-137 à R543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur valorisation, leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les installations de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets stockés à l'extérieur des bâtiments sont dans des conteneurs fermés afin de prévenir le risque de lixiviation.

Une procédure définit les zones dédiées au stockage des déchets et les quantités maximum de déchets pouvant être stockées par type de déchet. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit **pas** dépasser 120% d'un lot normal d'expédition vers une installation d'élimination. En cas de dépassement des seuils prévus par la procédure, l'exploitant prend des dispositions afin de revenir dans les meilleurs délais à une situation normale et met en place des mesures organisationnelles et techniques pour maintenir des conditions de sécurité équivalentes.

La durée de stockage sur site ne doit pas excéder :

- 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés ;
- 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.

### **ARTICLE 5.1.4. DECHETS VALORISES, TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

### **ARTICLE 5.1.5. DECHETS VALORISES, TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif...) est interdite.

### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi défini à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-50 à R541-64 et R541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 5.1.7. REGISTRE RELATIF A L'ELIMINATION DES DECHETS**

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques..) et conservés par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- origine et dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de transport et numéro d'immatriculation du véhicule autorisé ;
- nom de l'éliminateur ;
- nature du traitement / de l'élimination réalisée.

Un bilan annuel précisant la part de valorisation et les modalités de valorisation par type de déchets **est** réalisé. Le registre et le bilan annuel sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimum de 5 ans. Les bordereaux d'élimination de déchets font l'objet d'un archivage.

## **TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Le chargement et le déchargement des véhicules de livraison/expédition doit se faire moteur à l'arrêt.

#### **ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 5 du présent arrêté.

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de bruit maximale autorisée en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

### ARTICLE 6.2.3. CONTROLE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser à ses frais tous les 3 ans, une campagne de mesures des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié permettant de vérifier que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et du présent arrêté sont vérifiées. Les mesures sont réalisées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les mesures de bruit en limite de propriété doivent au minimum être réalisées sur chaque segment constitutif des limites de propriété.

En cas de dépassement des valeurs autorisées, l'exploitant identifie les causes des non-conformités et met en œuvre des solutions. Lorsque la mise en œuvre de solutions n'est pas immédiate, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude présentant les solutions techniques envisageables et leur coût, accompagnée d'un échéancier de réalisation. Une nouvelle campagne de mesure est ensuite réalisée sous un an, afin de vérifier l'efficacité de la solution mise en œuvre et le respect des valeurs limites autorisées. Un contrôle est également réalisé dans la zone à émergence réglementée, au minimum pour la première étude bruit réalisée après la notification du présent arrêté.

Les résultats de la campagne de mesure, commentés si nécessaire et en particulière dès lors qu'ils révèlent une non-conformité, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception.

Par ailleurs, à la demande de l'inspection des installations classées, des contrôles complémentaires peuvent être réalisés par un organisme qualifié et aux frais de l'exploitant.

## CHAPITRE 6.3 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.



---

## **TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 7.2 - CARACTERISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.2.1. ETAT DES STOCKS DES PRODUITS DANGEREUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 7.2.2. LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Ces zones sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Les zones de stockage de produits combustibles sont identifiées conformément aux dispositions retenues dans l'étude de dangers. Ces zones sont matérialisées au sol. Une consigne définit les zones autorisées pour le stockage des différents matières combustibles susceptibles d'être présentes sur le site et les quantités maximales autorisées pour chaque zone.

Les stocks de produits inflammables (encres, diluants, solvants) sont limités à la stricte nécessité de l'exploitation. Ces stocks sont:

- soit placés dans des armoires, métalliques ou constituées de matériaux ignifugés;

- soit isolés par des murs coupe-feu de degré 2 heures des machines de production et des locaux destinés au stockage de papiers ou de cartons.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux strictes nécessités de l'exploitation.

### **ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PREVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES**

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations

Il transmet copie de cette information au Préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

## **CHAPITRE 7.3 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Des dispositions adaptées sont prises afin de prévenir le risque de vol des sources radioactives scellées.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, signalées, balisées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

#### **Concernant l'accessibilité du bâtiment principal (I):**

- un accès est réalisé côté bureaux, rue de la Filature.
- l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins le demi-périmètre, par une voie engin d'au moins 4 mètres de largeur et 3,5 mètres de hauteur libre, ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.
- Aucun obstacle (stationnement de véhicules, dépôt de bennes, de palettes, etc.) ne doit gêner l'accès.
- Les voies en cul-de-sac disposent d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

#### **Concernant l'accessibilité du bâtiment stockage produits finis:**

- Afin de faciliter l'intervention des Sapeurs-Pompiers, une voie de 4 mètres de largeur et de 3m50 de hauteur, libre en permanence, permet la circulation des engins du Service de Lutte contre l'incendie.
- Les voies en cul-de-sac disposent d'une aire de manoeuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

- Aucun obstacle (stationnement de véhicules, dépôt de bennes, de palettes, etc.) ne doit gêner l'accès. Le bâtiment possède une façade accessible.

#### **Article 7.3.1.1. Surveillance du site et contrôle des accès**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance du site est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

En dehors des heures d'exploitation, le site fait l'objet d'une télésurveillance anti-intrusion qui intègre l'alarme incendie.

#### **Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies**

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes sauf disposition plus contraignante prévue par ailleurs:

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

### **ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX**

#### **Article 7.3.2.1. Dispositions générales**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### **Article 7.3.2.2. Comportement au feu des bâtiments, isolement par rapport aux tiers et recoupement intérieur**

Sauf disposition plus contraignante prévue par ailleurs, dans les bâtiments de stockage ou d'utilisation de produits susceptibles en cas d'accident de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, toutes les parois sont de propriété REI120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

L'ossature (ossature verticale et charpente de structure) est stable au feu de degré au minimum 1/2heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8m et de degré 1h si la hauteur sous pied de ferme excède 8m ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine.

En cas de plancher haut ou de mezzanine, ils sont coupe-feu de degré au minimum 1h.

La couverture sèche est constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

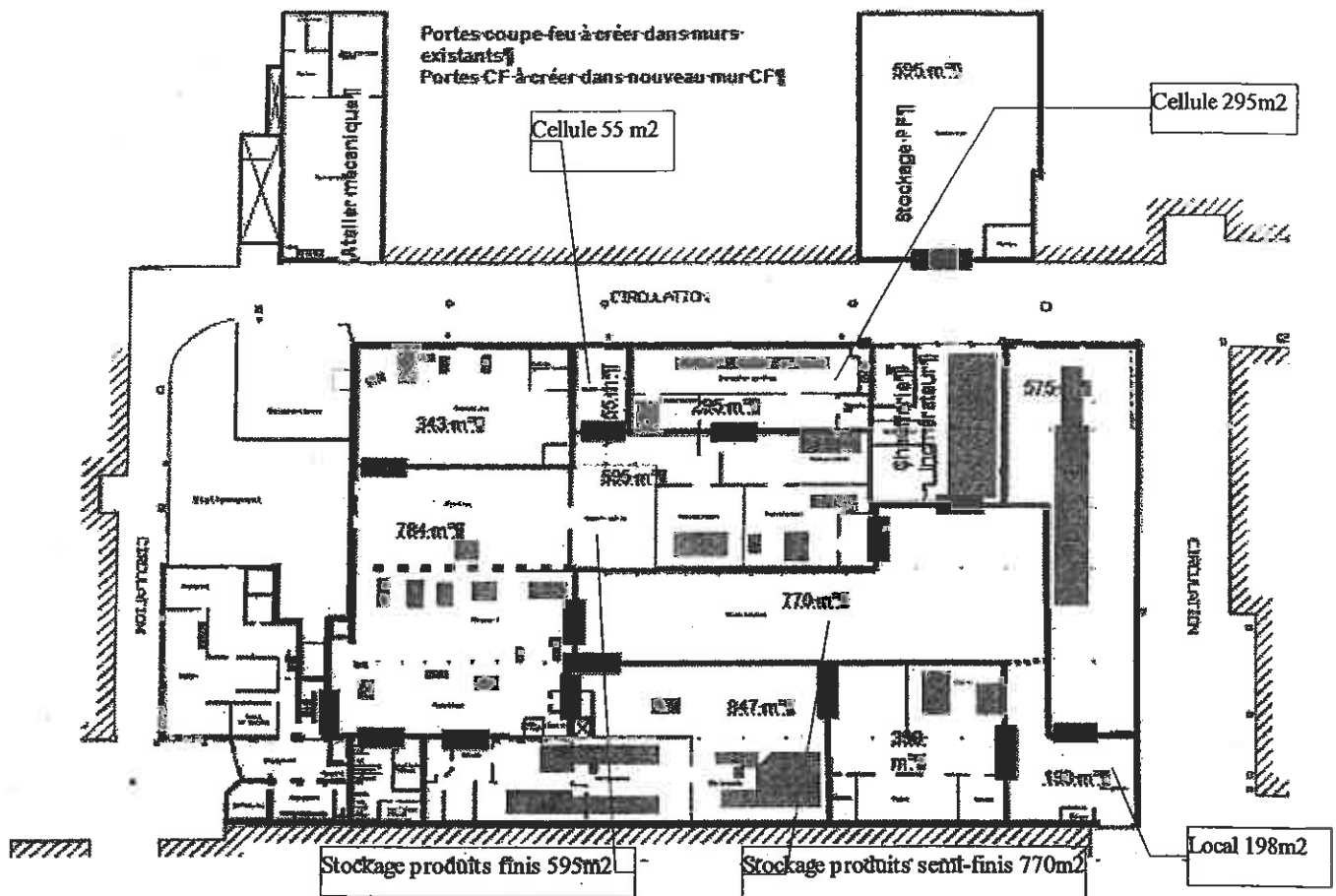
La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Dans le cas où des bâtiments seraient équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

Le recoupement des ateliers est organisé selon le plan et l'échéancier repris ci-après:

- cloisonnement du stock produits semi-finis (surface de 770m2) et du local de 198m2 d'ici fin 2012;
- fin des travaux de cloisonnement du bâtiment principal d'ici fin 2013 (séparation des cellules de 55 m2 et de 255m2);
- cloisonnement du bâtiment de stockage de produits finis (595m2) d'ici fin 2014.



Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 7.3.2.2.1 Bâtiment (I) principal (Atlas 2)

Afin d'éviter la propagation d'un incendie, l'isolement latéral entre ce bâtiment et un autre bâtiment ou tiers contigu est constitué par une paroi coupe-feu de degré deux heures (REI120 mn) dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,50 mètre latéralement, ou, dans les autres cas, une distance de 8 mètres est laissée entre les deux bâtiments. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'application de réglementations imposant un degré d'isolement supérieur.

La structure du bâtiment est conçue de sorte que son effondrement n'affecte pas les bâtiments voisins.

Si la façade non aveugle d'un bâtiment tiers domine la couverture du bâtiment, cette couverture est réalisée en éléments de construction au moins pare flammes de degré ½ heure (E30 mn) sur une distance de 4 m mesurée horizontalement à partir de cette façade,

Dans le cas où le bâtiment visé par la présente étude domine la couverture d'un autre bâtiment, un mur dominant la couverture avec une paroi au moins coupe-feu de degré 1 heure (EI60 mn) sur 8 mètres de hauteur est réalisé.

Afin d'éviter la propagation d'un incendie à l'ensemble du bâtiment, le bâtiment est compartimenté en cellules d'une surface unitaire maximum de 4 000 m² en l'absence de système d'extinction automatique.

Les murs intérieurs séparant ces cellules sont constitués par une paroi coupe-feu de degré 2 heures et blocs portes coupe-feu de degré identique dotés de ferme-porte.

Les zones de stockage doivent être isolées des zones de fabrication.

Le dispositif de communication du bâtiment avec l'incinérateur placé à l'extérieur doit présenter un degré coupe-feu 1 heure.

Les portes aménagées dans les murs coupe-feu peuvent être maintenues ouvertes à condition qu'elles soient asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu. En dehors des heures d'exploitation, ces portes sont maintenues fermées.

***Risques spéciaux:***

Les produits inflammables sont placés dans un local aménagé à cet effet, isolé par des parois coupe-feu de degré 2 heures (EI120 mn) et un bloc porte coupe-feu de degré 1 heure (EI60mn) muni d'un ferme porte. Ce local doit être largement ventilé sur l'extérieur.

Les combles inaccessibles du fait de faux plafonds doivent être recoupés par des matériaux de catégorie MO ou des parois pare-flammes de degré ¼ heure, les vides ne devant pas excéder 300 m<sup>2</sup>, et 30 mètres dans leurs plus grandes dimensions.

**7.3.2.2 Isolement stockage bâtiment (3) produits finis**

Afin d'éviter la propagation d'un incendie, l'isolement latéral entre ce bâtiment et un autre bâtiment ou établissement contigu est constitué par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI120mn) ou une distance de 8 m. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'application de réglementations imposant un degré d'isolement supérieur.

La structure du bâtiment doit être conçue de manière telle que son effondrement n'affecte pas les bâtiments voisins.

Si la façade non aveugle d'un bâtiment tiers domine la couverture du bâtiment 3, cette couverture est réalisée en éléments de construction au moins pare-flammes de degré ½ heure (E30mn) sur une distance de 4 mètres mesurée horizontalement à partir de cette façade,

Dans le cas où le bâtiment 3 domine la couverture d'un autre bâtiment, un mur dominant la couverture avec une paroi au moins coupe-feu de degré 1 heure (EI60mn) sur 8 mètres de hauteur est réalisé.

**ARTICLE 7.3.3. DESENFUMAGE**

Les dispositions de l'instruction technique n°246 relative au désenfumage sont respectées.

Les locaux de plus de 100 m<sup>2</sup> en sous-sol, les locaux de plus de 300m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée et en étage, ainsi que les locaux de plus de 100 m<sup>2</sup> sans ouverture sur l'extérieur (porte ou fenêtre) sont désenfumés et tous les escaliers doivent comporter un dispositif de désenfumage. Ce désenfumage peut être réalisé soit par tirage naturel, soit par tirage mécanique.

Le désenfumage des ateliers est mis en œuvre selon les dispositions et l'échéancier repris ci-après:

Zone compartimentée	Surface de la zone compartimentée <sup>1</sup>	Situation fin 2012		Situation fin 2013		Situation fin 2014		Objectif désenfumage minimum
		Surface totale des exutoires (en projection horizontale)	%	Surface totale des exutoires (en projection horizontale)	%	Surface totale des exutoires (en projection horizontale)	%	
Découpe	784 m <sup>2</sup>			16 m <sup>2</sup>	2 %			2%
Stock produit ½	770 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>	1 %	15 m <sup>2</sup>	2 %			2%
Sérigraphie	847 m <sup>2</sup>			17 m <sup>2</sup>	2%			2%
Embouti	343 m <sup>2</sup>					4 m <sup>2</sup>	1%	1%
Zone mélange	390 m <sup>2</sup>			8 m <sup>2</sup>	2 %			2%
Zone Jaguar	595 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>	1,2 %					2%
Zone thermoformage	295 m <sup>2</sup>					6 m <sup>2</sup>	2%	2%
Atlas 2	575 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>	2 %					2%
Chaudière	50 m <sup>2</sup>			1 m <sup>2</sup>	1%			1%
Expéditions (produits finis)	595 m <sup>2</sup>					12 m <sup>2</sup>	2%	2%

Les ateliers stockant des matières plastiques relevant des rubriques 2662 et 2663 disposent d'exutoires dont la superficie au sol en projection horizontale est au minimum de 2%.

#### **Article 7.3.3.1. Désenfumage bâtiment (1) principal (Atlas 2)**

Les ouvrants possèdent une commande automatique doublée d'une commande manuelle accessible au sol. Cette commande est groupée et située à proximité des issues.

Les exutoires d'un canton doivent être manoeuvrables à partir d'une commande unique.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés des ateliers de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manoeuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacun des ateliers.

Des amenées d'air frais sont implantées à proximité des issues de secours afin de favoriser l'extraction des fumées tout en facilitant l'évacuation. Les dispositions sont prises pour prévoir des amenées d'air frais suffisantes dans les locaux enclavés.

Les cellules sont divisées en canton de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux MO (y compris leur fixation) et stables au feu de degré ¼ d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Le monte-charge est :

<sup>1</sup> cf. plan article 7.3.2.2 pour la visualisation des différentes zones.

- soit encloué dans des cages coupe-feu de degré 1 heure et comportant des portes pare-flammes de degré ½ heure munies de ferme-porte, ou à fermeture automatique avec un dispositif de désenfumage en partie supérieure;
- soit à l'air libre.

#### **ARTICLE 7.3.4. ISSUES DE SECOURS ET EVACUATION DU PERSONNEL**

Le site dispose d'un système d'alarme incendie.

Une attention particulière est portée aux cheminements en respectant les distances permettant l'évacuation du personnel. Des portes piétons sont installées à proximité des portes coupe feu de recoupement des ateliers, les portes coupe-feu ne pouvant être utilisées comme issues d'évacuation du personnel.

Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de cinquante personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Les portes faisant partie des dégagements réglementaires doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé.

Les portes coulissantes, à tambour ou s'ouvrant vers le haut ne peuvent constituer des portes de secours. Elles ne sont pas considérées comme des dégagements réglementaires. Toutefois les portes coulissantes motorisées qui, en cas de défaillance du dispositif de commande ou du dispositif d'alimentation, libèrent la largeur totale de la baie par effacement latéral ou par débâtement sur l'extérieur par simple poussée peuvent constituer des dégagements réglementaires.

L'existence d'ascenseurs, monte-charge, chemins ou tapis roulants ne peut justifier une diminution du nombre et de la largeur des dégagements.

Une signalisation indique le chemin vers la sortie la plus rapprochée. Les dégagements qui ne servent pas habituellement de passage pendant la période de travail doivent être signalés par la mention sortie de secours. Les établissements doivent disposer d'un éclairage de sécurité, conforme aux normes et aux textes réglementaires en vigueur, permettant d'assurer l'évacuation des personnes en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage normal.

Chaque atelier dispose d'au moins 2 sorties de secours dans des directions opposées.

#### **ARTICLE 7.3.5. INTERDICTION D'ACTIVITES AU-DESSUS DES INSTALLATIONS ET EN SOUS-SOL**

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

#### **ARTICLE 7.3.6. VENTILATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'une atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.



### **ARTICLE 7.3.7. PROPRETE**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **ARTICLE 7.3.8. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE – ÉCLAIRAGE DES LOCAUX**

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, canalisations, supports, stockages) sont reliées à une prise de terre. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant dispose d'un registre sur lequel il reprend toutes les déficiences relevées par l'organisme compétent et les mesures correctives mises en place ou programmées selon une échéance qu'il définit dans le registre. S'il estime que certaines déficiences relevées ne sont pas de nature à compromettre la sécurité des installations, il en informe l'organisme compétent lors du contrôle suivant qui devra se prononcer sur la nécessité ou non de remédier à la déficience.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du bâtiment, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les appareils utilisés pour l'éclairage ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et est distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

#### **Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosive**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

### **ARTICLE 7.3.9. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant dispose d'une étude réalisée par un organisme compétent permettant d'attester de la conformité des installations à l'arrêté ministériel en vigueur. En cas de non-conformité, les actions correctives sont mises en œuvre.

### **ARTICLE 7.3.10. CHAUFFAGE DES LOCAUX**

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des aires de transformation ou de stockage de matières combustibles doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires de transformation ou de stockage de matières combustibles.

## **CHAPITRE 7.4 - GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

### **ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- L'interdiction de fumer ;
- L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- L'obligation de permis d'intervention ou permis de feu ;
- La fréquence des contrôles de l'étanchéité et de vérification des dispositifs de rétention, des réservoirs ;
- Les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement camion ;
- Les conditions de conservation et de stockage des produits et la limitation au strict nécessaire des quantités stockées ;
- Le maintien dans les ateliers de fabrication de la quantité de matières strictement nécessaire au fonctionnement de l'installation ;
- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égoûts...) ;
- Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services de secours.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à

vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurés en présence d'un encadrement approprié.

Un plan schématique, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité, est apposé dans les zones accessibles aux équipes d'intervention.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

#### **ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de la conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,

- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des exercices périodiques de mise en situation en cas d'accident sont réalisés afin de vérifier la formation suffisante de l'ensemble du personnel aux consignes d'exploitation et de sécurité prévues au 7.4.1 et au maniement des moyens d'intervention en cas de sinistre. Un exercice sur la conduite à tenir en cas d'incendie est réalisé au moins une fois par an. Les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exercices d'évacuation et les essais concernant le matériel de secours, les RIA et les exutoires de fumée sont reportés sur un registre tenu à jour.

#### **ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

##### **Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

#### **ARTICLE 7.4.6. CONDITIONS DE STOCKAGE**

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles/inflammables est limitée à la stricte nécessité de l'exploitation.

Le stockage des solvants doit être réalisé à l'abri du soleil.

### **CHAPITRE 7.5 - ETUDES DE DANGERS ET MESURES DE MAITRISE DES RISQUES**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

#### **ARTICLE 7.5.1. LISTE DES MESURES DE MAITRISE DES RISQUES**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques (au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la

cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation) identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces mesures de maîtrise des risques sont contrôlées périodiquement et maintenues au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

#### **ARTICLE 7.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDES**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

#### **ARTICLE 7.5.3. GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DES MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur l'année écoulée. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et comprend a minima :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Cette analyse est intégrée au rapport annuel prévu à l'article 9.4.2.

#### **ARTICLE 7.5.4. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers et aux dispositions prévues à l'article 7.8.1, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme dans un

local dédié avec présence de personnel formé sur la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'alarme. Dès lors que les détecteurs sont mis en place, ils répondent aux dispositions prévues par le présent article.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des contrôles périodiques sont réalisés et tracés afin de vérifier le bon état de fonctionnement de la détection.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitant dispose d'un plan de l'établissement permettant de localiser les différents types de détecteurs.

L'exploitant dispose d'une étude justifiant de la compatibilité de la technologie retenue en matière de détection incendie (détecteurs de fumées et/ou détecteurs de chaleur...) avec l'installation (nature des produits stockés, conditions de stockage des produits et conditions d'implantation des détecteurs, nombre de détecteurs, type de détecteur (chaleur, fumée...)). Cette étude justifie également de la compatibilité des détecteurs avec les dispositions prévues par le présent article.

#### **Détecteurs incendie :**

Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant s'assure que les conditions d'exploitation de ses installations, la conception des bâtiments et les conditions d'implantation des détecteurs respectent les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Les détecteurs autonomes de déclenchement des portes coupe-feu sont asservis à la détection incendie (dès que la détection incendie est mise en place) et assurent la fermeture des portes.

#### **Détecteurs gaz :**

Dans les bâtiments qui présentent un risque d'explosion, un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitation des installations ne doit pas être de nature à remettre en cause les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

L'exploitant établit une liste des bâtiments qui présentent un risque d'explosion.

### **ARTICLE 7.5.5. UTILITES DESTINEES A L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

## **CHAPITRE 7.6 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

#### **ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (y compris les encres liquides, les diluants, ou les solvants) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La conception de la rétention et les règles de stockage doivent permettre de garantir qu'en cas de fuite, la pression statique du liquide stocké ne générera pas un déversement du produit à l'extérieur de la rétention. Cette précaution inclut les robinets associés aux réservoirs.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

En cas de livraison par des véhicules citernes, les aires de chargement et de déchargement de ces véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.



## **ARTICLE 7.6.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

## **CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS.**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques et répartis conformément à l'analyse des dangers de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et des compléments remis dans le cadre de l'instruction, et sauf disposition contraire prévue par le présent arrêté.

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) un document présentant l'ensemble du système de lutte contre l'incendie de son établissement (schéma de tous les réseaux, plan des égouts, plan des installations, nature des produits stockés, conditions de stockage, identification des moyens d'intervention, procédures et consignes en cas de situation d'urgence...). Ce document est mis à jour après toute modification de nature à remettre en cause son contenu. Une version actualisée est transmise au service départemental d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées reçoit une copie de la lettre d'envoi et du document adressé au service départemental d'incendie et de secours.

Tout changement d'affectation des locaux doit faire l'objet d'une information du SDIS, et de l'inspection des installations classées au titre des articles 1.5.1 et 1.5.2 du présent arrêté.

L'établissement et son système de lutte contre l'incendie peuvent faire l'objet d'un Plan Etablissements Répertoriés établi par le SDIS. A ce titre l'exploitant transmet, à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

### **ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels conformément à la réglementation en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du SDIS et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Le matériel d'intervention pour le dépôt et le lieu d'utilisation des produits toxiques doit comprendre, en complément aux ressources fixées à l'article suivant, au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O<sub>2</sub>);
- des gants.

Le site est équipé d'au moins une couverture anti-feu.

#### **ARTICLE 7.7.4. RESSOURCES EN EAU, MOUSSE ET PRODUIT NEUTRALISANT**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ressource en eau de 260 m<sup>3</sup> utilisables en 2 heures (soit 130m<sup>3</sup>/h). L'eau peut provenir des hydrants situés : à l'entrée, à 160m, à 210m, à 260m et à 340m disposant d'un débit unitaire de 120m<sup>3</sup>/h. S'il s'avère que le débit des hydrants est insuffisant, l'exploitant doit disposer d'une réserve d'eau interne au site permettant d'assurer la ressource en eau requise par le présent alinéas.
- des extincteurs en nombre et en capacité appropriés aux risques, sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ces extincteurs doivent être visibles et accessibles en toutes circonstances;
- de réserves de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. La localisation des réserves est établie en fonction des zones à risques ;
- des robinets armés de DN 33mm, conformes aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NF S 62-201 sont placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre sont tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (en tenant compte des aménagements intérieurs);
- un système de détection automatique d'incendie. Pour les installations relevant des rubriques 2661 et 2940, il s'agit de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement sauf si l'étude prévue à l'article 7.5.4 justifie qu'une autre technologie est plus adaptée.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maintien des moyens d'intervention.

L'établissement dispose de neutralisant adapté au risque en cas d'épandage de produits toxiques.

#### **ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales et/ou spécifiques et/ou dans les instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des

conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;

- l'obligation d'une autorisation de travaux ou du permis de feu pour les parties de l'installation réservées au stockage, aux chargement et déchargement des citernes mobiles de liquide inflammables ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides). Les organes de coupure des énergies et des fluides sont signalés ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, adaptés à chaque atelier / équipement / installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours (18) ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie ou de risque de pollution du réseau de collecte, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;
- les modalités d'information de l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- les modalités d'alerte en vue d'une évacuation précoce des tiers susceptibles d'être impactés en cas de départ de feu.

Ces consignes font l'objet d'un affichage.

#### **ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est formé et entraîné à l'application de ces consignes et à la manoeuvre des moyens de secours.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

##### **Article 7.7.6.1. Système d'alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse 100 m.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

L'alarme pour l'évacuation du personnel est audible en tout point du bâtiment.

#### **Article 7.7.6.2. Plan d'intervention interne**

L'exploitant dispose d'un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention interne doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- \* les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- \* pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- \* les principaux numéros d'appels ;
- \* des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
  - les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants, ...) ;
  - l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;
  - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
  - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
  - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).
- \* toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle ;
- \* les modalités d'alerte en vue d'une évacuation précoce des tiers susceptibles d'être impactés en cas de départ de feu.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de secours ainsi qu'au responsable du centre de secours dont le site dépend.

Ce Plan d'Intervention Interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention interne ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Les plans de l'établissement devront être transmis au Centre d'Incendie et de Secours dont il dépend.

### **ARTICLE 7.7.7. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS**

#### **Article 7.7.7.1. Bassin de confinement**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement étanche(s) aux produits collectés et d'une capacité minimum totale de 336 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 relatif aux conditions de rejet des effluents.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un document reprenant les dispositions constructives et organisationnelles permettant d'assurer que la capacité de confinement susmentionnée est disponible. Ce document doit également justifier que la conception des différentes capacités de rétention (sens d'écoulement en cas de débordement d'une des rétentions susmentionnées, topographie des différentes zones, conception de la cour et prise en compte des points bas...) permet de contenir les 336 m<sup>3</sup> retenus comme correspondant au niveau d'eau nécessaire à la défense incendie. En cas d'augmentation de l'évaluation des besoins en eau, l'exploitant doit adapter en conséquence ses capacités de confinement des eaux polluées / d'extinction et mettre à jour le document visé par le présent article.

Les bassins de confinement sont maintenus au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les éventuels organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les dispositifs de barrage permettant de contenir les eaux polluées / d'extinction en cas d'incendie sont asservis à la détection incendie. L'entretien préventif de ces dispositifs, leur mise en fonctionnement pour chaque situation accidentelle prévisible et les modalités de contrôles (nature, périodicité...) sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 7.8 - ETUDES ET TRAVAUX COMPLEMENTAIRES**

### **ARTICLE 7.8.1. MISE EN PLACE DE DETECTEURS**

L'exploitant réalise sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude relative à la mise en place de détecteurs (incendie et/ou gaz) pour les différents bâtiments susceptibles d'être affectés par un incendie ou une explosion afin d'être en mesure de détecter au plus tôt un départ de feu ou une émanation de gaz susceptible de générer une explosion. L'étude examine les modalités de gestion des détecteurs pendant et en dehors des heures d'exploitation. Cette étude répond aux dispositions prévues à l'article 7.5.4 du présent arrêté pour la détection incendie.

Si l'étude démontre qu'il est nécessaire de compléter la détection existante, les travaux sont réalisés dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la notification du présent arrêté. L'étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.8.2. MESURE DU DEBIT CUMULE DE LA DEFENSE INCENDIE**

L'exploitant vérifie que le débit de 120m<sup>3</sup>/h pour les hydrants n'est pas susceptible d'évoluer en fonction du réseau de distribution d'eau.

L'exploitant procède à une mesure du débit cumulé des différents hydrants en fonctionnement simultané afin de vérifier que le volume d'eau nécessaire à la défense incendie (260 m<sup>3</sup> en 2h) est disponible. Si le résultat est inférieur à la quantité fixée, l'exploitant doit compléter la défense incendie en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, Groupement 2, Service Prévision, 72 chemin de la Campagnerie – 59700 MARCQ en BAROEUL.

L'exploitant procède à ces vérifications sous un mois à compter de la notification du présent arrêté et transmet sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté les résultats des mesures réalisées et les actions mises en oeuvre dès lors que les débits ne seraient pas atteints.

### **ARTICLE 7.8.3. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS**

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En l'absence d'attestations, notamment pour l'existant, l'exploitant fait procéder à une expertise des bâtiments/parois/portes, par une société spécialisée, afin de vérifier qu'ils répondent aux dispositions prévues par le présent arrêté en terme de comportement au feu. L'expertise est réalisée sous 3 mois, transmise sous 5 mois avec si nécessaire un échéancier de mise en conformité. Les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 - INSTALLATIONS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

La charge des accumulateurs est réalisée dans des locaux convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Le sol des aires et des locaux de stockage des batteries doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir puis traiter ou éliminer, conformément aux dispositions du présent arrêté, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

### **CHAPITRE 8.2 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION OU DE CHAUFFAGE**

#### **ARTICLE 8.2.1. PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2910**

##### ***Article 8.2.1.1. Conception et exploitation***

Les installations de combustion sont réalisées et exploitées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

##### ***Article 8.2.1.2. Implantation***

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

La chaufferie doit être placée dans un local indépendant des ateliers.

##### ***Article 8.2.1.3. Interdiction d'activités au dessus des installations***

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

##### ***Article 8.2.1.4. Comportement au feu des bâtiments***

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:

- matériaux de classe MO (incombustible);
- stabilité eu feu de degré 1 heure;
- couverture incombustible;
- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique;
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins.

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention ou des bureaux des quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que ceux prévus pour les locaux dans lesquels ils circulent ou sont situés.

#### **Article 8.2.1.5. Accessibilité**

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **Article 8.2.1.6. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### **Article 8.2.1.7. Désenfumage**

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faibles résistance...).

#### **Article 8.2.1.8. Issues**

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées (sauf cas de la chaudière où la présence de personnel est interdite sauf opération de maintenance par le personnel autorisé). L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens d'évacuation en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

#### **Article 8.2.1.9. Installations électriques**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

#### **Article 8.2.1.10. Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques<sup>2</sup> redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz<sup>3</sup> et un pressostat<sup>4</sup>. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

La parcour des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

#### **Article 8.2.1.11. Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

#### **Article 8.2.1.12. Détection de gaz - détection d'incendie**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux et exploitées sans surveillance permanente.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

---

<sup>2</sup> Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

<sup>3</sup> Capteur de détection de gaz: une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs

<sup>4</sup> Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.



L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.2.1.10. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 8.2.1.9.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

#### **Article 8.2.1.13. Exploitation - entretien**

##### **8.2.1.13.1 Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

##### **8.2.1.13.2 Entretien et travaux**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz doit faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectuée en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs doivent avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation doit être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

#### **Article 8.2.1.14. Conduite des installations**

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise:

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffés lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (journal officiel de 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier;
- pour les autres appareils de production, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures

précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

#### **Article 0.2.1.15. Risques**

##### **8.2.1.15.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de quatre. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention « Ne pas utiliser sur flamme gaz ». Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

##### **8.2.1.15.2 Emplacements présentant des risques d'explosion**

Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

##### **8.2.1.15.3 Consignes de sécurité**

En complément aux consignes générales de sécurité prévues par le présent arrêté, des consignes précisent:

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée dans les locaux abritant les installations de combustion;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;  
la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation.

##### **8.2.1.15.4 Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

##### **8.2.1.15.5 Entretien des installations**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations

porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

#### 8.2.1.15.6 Equipement des chaufferies

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### 8.2.1.15.7 Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

### **ARTICLE 8.2.2. PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES POUR LE PROCEDE DE CHAUFFAGE UTILISANT COMME FLUIDE CALOPORTEUR DES CORPS ORGANIQUES COMBUSTIBLES**

**Les dispositions qui suivent visent le générateur seul (les échangeurs étant dans un local distinct).**

Prescriptions générales.

1. Le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.
2. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.
3. Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.
4. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.
5. A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis à la réglementation relatives aux équipements sous pression.
6. Au point le plus bas de l'installation, un dispositif de vidange totale est aménagé, permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne doit interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange conduit par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme à la condition 2.
7. Un dispositif approprié permet à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.
8. Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.
9. Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.
10. Un dispositif thermostatique maintient entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.
11. Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionne un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

12. L'installation est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que: extincteurs portatifs de capacité minimale de huit litres, extincteurs de grande capacité montés sur roues, seaux de sable et caisses de sable meuble avec pelle, etc.

**Les dispositions qui suivent visent les échangeurs seuls (situés dans un local distinct du générateur).**

13. L'atelier indépendant du local renfermant le générateur est construit et aménagé de telle façon qu'un incendie ne puisse se propager du générateur aux échangeurs.
14. Les prescriptions 1, 7, 8 et 11 sont applicables.
15. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage. Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre. A raison de leurs caractéristiques, les canalisations et échangeurs sont soumis, le cas échéant, au règlement sur les appareils à pression de gaz.
16. Au point le plus bas de l'installation, un dispositif de vidange totale est aménagé permettant d'évacuer totalement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage du générateur. Une canalisation métallique fixée à demeure sur la vanne de vidange conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme à la condition 2;
17. L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites baladeuses. Les conducteurs sont établis selon les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit; l'installation est périodiquement examinée et maintenue en bon état. Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs, les rhéostats sont placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tels que appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc... Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.
18. Le chauffage de l'atelier et des appareils de traitement ne peut se faire qu'à la vapeur, à l'eau chaude ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.
19. L'atelier ne renferme aucun foyer; s'il existe un foyer dans un local contigu à l'atelier, ce local est séparé de l'atelier par une cloison incombustible et coupe-feu de degré 2 heures sans baie de communication.
20. Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu, des matières en ignition, des appareils susceptibles de produire des flammes et d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans l'atelier et sur la porte d'entrée.

## CHAPITRE 8.3 - SOURCES RADIOACTIVES

### ARTICLE 8.3.1. SOURCES ET SUBSTANCES RADIOACTIVES

Le présent arrêté tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 1333-4 du code de la santé publique pour les activités nucléaires mentionnées ci-dessous :

Radionucléide	Activité autorisée (MBq)	Type de source	Utilisation	Lieu d'utilisation
Krypton 85	$9,9.10^9$ Bq	scellée	Contrôle d'épaisseur	AtlasII
Krypton 85	$9,9.10^9$ Bq	scellée	Contrôle d'épaisseur	Atlas II

Les sources visées au présent article sont stockées et utilisées exclusivement dans les lieux précisés dans le tableau précédent.

### ARTICLE 8.3.2. PROLONGATION DE LA DUREE D'UTILISATION DES SOURCES SCHELLES

Sans objet.

### ARTICLE 8.3.3. REGLEMENTATION GENERALE

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de se conformer aux dispositions des autres réglementations applicables et en particulier à celles relatives au transport de matières radioactives et à l'hygiène et sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

1. à la formation du personnel,
2. aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant,
3. à l'analyse des postes de travail,
4. au zonage radiologique de l'installation,
5. aux mesures de surveillance des travailleurs exposés.

### ARTICLE 8.3.4. ORGANISATION GENERALE

#### Article 8.3.4.1. *Personne responsable de l'activité nucléaire*

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant désigne à l'Inspection des Installations Classées, en application de l'article L.1333-4 du code de la santé publique, la (ou les) personne(s) physique(s) directement responsable de l'activité nucléaire. Tout changement de personne responsable fait l'objet d'une information du préfet et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

#### Article 8.3.4.2. *Personne Compétente en Radioprotection*

L'exploitant désigne à l'Inspection des Installations Classées, dans le respect des dispositions reprises aux articles R.4451-103 à R.4451-114 du code du travail, au moins une Personne Compétente en Radioprotection. Tout changement fait l'objet d'une information de l'Inspection des Installations Classées.

#### **Article 8.3.4.3. Enregistrement des sources**

Toute cession ou acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), suivant un formulaire délivré par cet organisme.

#### **Article 8.3.4.4. Traçabilité des sources**

L'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus permet notamment de connaître à tout instant :

- les activités détenues, ceci en vue de démontrer la conformité aux prescriptions dans la présente autorisation ;
- la localisation d'une source donnée.

Cet inventaire des sources, établi au titre du premier alinéa de l'article R.1333-50 du code de la santé publique et de l'article R.4451-37 du code du travail, mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, l'exploitant effectue périodiquement un inventaire physique des sources. Cette périodicité est au plus annuelle.

En application de l'article R.4451-130 du code du travail, l'exploitant tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- les caractéristiques de la source,
- toutes les modifications apportées à l'appareillage émetteur ou aux dispositifs de protection,
- les résultats des contrôles prévus aux articles R.4451-29 et R.4451-30 du code du travail.

Une copie du relevé actualisé des sources radioactives utilisées dans l'établissement est transmise annuellement à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, et ce en application de l'article R.4451-38 du code du travail.

#### **Article 8.3.4.5. Bilan périodique**

L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées tous les cinq ans (au plus) à compter de la date de notification du présent arrêté, un document de synthèse contenant l'inventaire des sources et appareils en contenant détenus, les rapports de contrôle des sources et appareils en contenant détenus prévus à l'article R.4451-32 du code du travail, les résultats du contrôle des débits de dose externe et le réexamen de la justification du recours à une technologie nucléaire.

### **ARTICLE 8.3.5. UTILISATION DES SOURCES SCELLEES**

#### **Article 8.3.5.1. Conditions générales d'utilisation**

Les appareils contenant des sources radioactives sont installés et utilisés conformément aux instructions du fabricant.

Les appareils contenant des sources radioactives sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant.

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que son étanchéité soit parfaite et sa détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil **est** suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié.

La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité,
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a réalisée.

#### **Article 8.3.5.2. Restitution des sources scellées**

L'exploitant veille, lors de l'acquisition de sources scellées auprès de fournisseurs, à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par ce fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

L'exploitant restitue les sources scellées qu'il détient à ses fournisseurs, en fin d'utilisation ou au plus tard dans un délai de dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture, sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation d'utilisation obtenue auprès de la préfecture du Nord.

### **ARTICLE 8.3.6. PROTECTION CONTRE LES RAYONS IONISANTS**

#### **Article 8.3.6.1. Protection des tiers**

##### **8.3.6.1.1 Valeurs limites**

Les sources sont utilisées et entreposées de telle sorte que le débit de dose externe en tout lieu accessible aux tiers soit maintenu aussi bas que raisonnablement possible et, en tout état de cause, de façon à assurer le respect des limites de dose efficace de 80  $\mu\text{Sv}/\text{mois}$  et de 1mSv/an.

##### **8.3.6.1.2 Contrôles**

Le contrôle des débits de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles aux tiers, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage des sources, est effectué à la mise en service des installations puis au moins une fois par an lors du contrôle prévu à l'article R.4451-32 par un organisme agréé, ainsi que lors de toute modification. Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un registre qui devra être tenu sur place à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce contrôle ne dispense pas l'exploitant des contrôles prévus aux articles R.4451-29 et R.4451-30 du code du travail.

##### **8.3.6.1.3 Signalisation**

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente et appropriée à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources.

En cas d'existence d'une zone réglementée délimitée en vertu de l'article R.4451-18 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

Les appareils ou récipients contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en becquerels et la date de la mesure de cette activité.

### **Article 3.3.3.2. Événements significatifs**

#### **8.3.6.2.1 Prévention des risques**

Les sources scellées sont conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée.

Aucun stockage de produits combustibles ne doit se faire à proximité du lieu de stockage des sources radioactives.

#### **8.3.6.2.2 Déclaration d'un événement significatif**

La perte, le vol de radionucléides ou d'appareil en contenant ainsi que tout fait susceptible d'engendrer une dissémination radioactive ou tout accident ou incident susceptible d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation, doivent être signalés impérativement et sans délai (sous 24h au maximum) au préfet du Nord ainsi qu'à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, avec copie à l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

La déclaration de cet événement significatif en radioprotection pourra être établie dans les conditions définies dans le Guide relatif « *aux modalités de déclaration et à la codification des critères relatifs aux événements significatifs dans le domaine de la radioprotection hors installations nucléaires de base et transports de matières radioactives* », disponible notamment sur le site Internet de l'ASN. Ce guide prévoit :

- une déclaration dans les 2 jours suivant la détection de l'événement (date et lieu de survenue, les circonstances et la description des faits, les conséquences réelles constatées, les mesures conservatoires et les actions correctives immédiates) ;
- un compte rendu d'événement significatif dans les 2 mois suivant la déclaration.

Les événements qui n'entrent pas dans le champ des critères de déclaration prévus dans le dit guide pourront être recensés et analysés par le responsable de l'activité nucléaire.

#### **8.3.6.2.3 Mesures à prendre**

En cas de vol, de perte ou de détérioration de substances radioactives, l'Inspection des Installations Classées pourra proposer au préfet de demander à l'exploitant de faire réaliser des mesures de la radioactivité sur l'ensemble du site industriel et sa périphérie, notamment les établissements recevant du public, afin de détecter la présence éventuelle de la source perdue ou de radioéléments.

Ces mesures concernent également les systèmes d'évacuation des eaux.

Elles sont réalisées par l'exploitant sous le contrôle de l'Inspection des Installations Classées ou par un organisme compétent choisi par l'exploitant en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant analyse avec rigueur les entrées-sorties des matériels et met en place un contrôle sanitaire des personnes habituellement présentes sur le site dans l'attente des mesures de radioactivité. L'accès des tiers à l'établissement est limité au plus bas niveau possible.

#### **8.3.6.2.4 Information**

Les événements dont les conséquences le justifient font l'objet d'une information du public.

En cas de vol, de perte ou de détérioration de substances radioactives, l'Inspection des Installations Classées pourra proposer au préfet de demander à l'exploitant de faire paraître une annonce dans deux journaux locaux ou régionaux et, si besoin est, nationaux. Cette annonce doit décrire la source perdue, les risques associés, les précautions à prendre en cas de découverte ainsi que les services à contacter.

Les frais d'insertion sont à la charge de l'exploitant.

#### **8.3.6.2.5 Consignes de sécurité**

Les consignes particulières de travail liées à la présence de sources radioactives sont affichées au poste de travail.

Le Plan d'Intervention Interne prend en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.



L'exploitant définit des consignes écrites à mettre en œuvre en cas de perte ou de détérioration de sources ou d'appareils en contenant. Ces consignes sont autant que de besoin et régulièrement mises à jour et tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 8.3.7. MISE EN CESSATION DE PAIEMENT**

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le préfet et l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 8.3.8. CESSATION D'ACTIVITE**

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au préfet et à l'Inspection des Installations Classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire.

En particulier, l'exploitant doit justifier que :

- toutes les sources radioactives scellées ont été reprises par le(s) fournisseur(s) ou tout autre organisme / entreprise habilité ;
- les lieux où ont été détenus ou utilisés des radionucléides ne font pas ou plus l'objet d'une contamination radioactive, rapport de non contamination à l'appui.

L'exploitant veille à ce que le fournisseur délivre les attestations de reprise des sources et qu'une copie en soit transmise à l'IRSN.

### **CHAPITRE 8.4 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU STOCKAGE ET A L'EMPLOI DE LIQUIDES TOXIQUES (RUBRIQUE 1131)**

#### **ARTICLE 8.4.1. EMPLOI ET MANIPULATION**

Les liquides toxiques doivent être utilisés ou manipulés dans un local ou une enceinte fermé et ventilé.

La quantité maximale autorisée sur le site ne dépasse pas 1,6m<sup>3</sup>. Une procédure définit l'organisation permettant de vérifier que ce seuil n'est pas dépassé.

#### **ARTICLE 8.4.2. PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES POUR DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS TOXIQUES PRESENTANT UN RISQUE D'INFLAMMABILITE OU D'EXPLOSIBILITE**

Sauf autres dispositions réglementaires plus contraignantes, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations toxiques présentant un risque d'flammabilité ou d'explosibilité doivent être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres substances ou préparations ou matériaux présentant un risque d'flammabilité ou d'explosibilité. L'espace resté libre peut être éventuellement occupé par un stockage de produits ininflammables et non toxiques.

Dans le cas où les dispositions ci-dessus ne peuvent pas être respectées, les stockages de récipients contenant des substances ou préparations toxiques qui sont inflammables devront être séparés de tout produit ou substance inflammable par des parois coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur d'au moins 3 mètres et dépassant en projection horizontale la zone à protéger de 1 m.

#### **ARTICLE 8.4.3. AMENAGEMENT ET ORGANISATION DES STOCKAGES**

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne doit pas excéder 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.

Les récipients peuvent être stockés en plein air à condition que leur contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes et aux intempéries et que ce stockage ne soit pas de nature à remettre en cause l'étude de dangers.

Les substances ou préparations toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipients.

#### **ARTICLE 8.4.4. MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE**

En complément aux moyens généraux visés par le présent titre, les moyens suivants sont disponibles à proximité des zones de stockage et manipulation des liquides toxiques:

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés,
- d'une réserve de sable meuble et sec adaptés au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,
- d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage.

Ces matériels doivent être conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **CHAPITRE 8.5 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU STOCKAGE EN RESERVOIRS MANUFACTURES DE LIQUIDES INFLAMMABLES (1432-2)**

#### **ARTICLE 8.5.1. STOCKAGE**

Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques.

L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.

Le site ne dispose pas de réservoirs enterrés.

#### **ARTICLE 8.5.2. PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BATIMENT 3 DE STOCKAGE DES PRODUITS FINIS**

Les règles d'organisation de stockage sont définies de telle sorte qu'elles ne soient pas de nature à remettre en cause l'étude de dangers et en particulier les distances d'effets en cas d'incendie. Une consigne définit les produits autorisés à être stockés dans le bâtiment 3, les quantités maximales autorisées et les conditions de stockage (hauteur maximale...). Les zones de stockage sont matérialisées au sol ou via des racks. Les allées de circulation sont maintenues dégagées en permanence.

La quantité de produits combustibles stockés ne doit pas dépasser 250 tonnes. Une procédure définit l'organisation permettant de vérifier que ce seuil n'est pas dépassé.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **ARTICLE 9.1.2. CONTROLES ET ANALYSES, CONTROLES INOPINES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **CHAPITRE 9.2 - MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

##### ***Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques***

La surveillance des conditions de rejets atmosphériques telles que prévues au chapitre 3.2 du présent arrêté est réalisée annuellement. Chaque polluant faisant l'objet d'une valeur limite d'émission fait l'objet d'une analyse à chaque point de rejet où les installations émettrices de ce polluant sont raccordées.

#### **ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

L'exploitant réalise annuellement une campagne de caractérisation des effluents liquides avant rejet au réseau communal afin de vérifier que les valeurs limites d'émission prévues au chapitre 4.3 sont respectées.

#### **Article 9.2.3.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des eaux résiduaires**

Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisies sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas de transmettre par écrit avant le 10 du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementairement imposées du mois N. Ce rapport devra traiter au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

### **ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

#### **Article 9.2.4.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets**

Une déclaration récapitulative annuelle des déchets produits est à transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit sa réalisation.

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

### **ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

#### **Article 9.2.5.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur les zones à émergence réglementée et sur chaque segment constitutif des limites de propriété, selon les dispositions prévues à l'article 6.2.3, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

## **CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

### **ARTICLE 9.3.2. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

Les justificatifs mentionnés à l'article Article 9.2.4. doivent être conservés 5 ans.

### **ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats sont transmis selon les dispositions prévues au titre 6 relatif à la prévention des nuisances sonores.

## **CHAPITRE 9.4 - BILAN PERIODIQUE**

### **ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL**

L'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er avril de l'année N, un bilan annuel portant sur l'année N-1 et faisant apparaître:

- les consommations d'eau et les économies éventuellement réalisées;
- les résultats des analyses réalisées afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2, le plan de gestion des solvants et le cas échéant, le schéma de maîtrise des émissions;
- les résultats des analyses réalisées afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.3 pour les effluents liquides ;
- la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site, de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement;
- l'étude bruit le cas échéant.

L'exploitant transmet dans le même délai, par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées pour les utilisations d'eau et la masse annuelle des émissions de polluants.

### **ARTICLE 9.4.2. RAPPORT ANNUEL**

Au plus tard pour le 1er avril de l'année N, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des contrôles / études prévus par le présent arrêté et incluant le bilan environnement prévu à l'article 9.4.1.

Le rapport annuel comprend également tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée, à savoir (liste non exhaustive):

- évolution de la production;
- effectif;
- nombre de jours travaillés;
- compte rendu des exercices incendie et retour d'expérience associé;
- analyse globale du processus de revue des défaillances des mesures de maîtrise des risques (cf. article 7.5.3);
- information sur tout dysfonctionnement / incident qui présente un intérêt au titre du retour d'expérience compte tenu des conséquences potentielles / réelles qu'aurait pu avoir cet incident sur l'environnement en cas d'échec des mesures de prévention / protections. En complément, les actions préventives mises en œuvre pour éviter le renouvellement du dysfonctionnement / incident sont décrites.

---

## **TITRE 10 - DELAIS, VOIES DE RECOURS ET NOTIFICATIONS**

---

### **CHAPITRE 10.1 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de LILLE :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou la publication de l'arrêté autorisant l'exploitation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **CHAPITRE 10.2 - NOTIFICATIONS**

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de Saint-André-Lez-Lille, Marquette-Lez-Lille et La Madeleine.
- directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement,
- chefs de services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- commissaire enquêteur,

Au titre de l'autorisation de détention des sources, à :

- l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), Unité d'expertise des sources, BP 17, 92262 FONTENAY-AUX-ROSES Cedex,
- l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Direction du Transport et des Sources, 10, route du Panorama, 92266 FONTENAY-AUX-ROSES Cedex
- l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) – Division de Lille, 44, rue de Tournai, BP 259, 59019 Lille CEDEX
- BETACONTROL GMBH<sup>5</sup> , Mess und regeltechnik, Am Weidekamp 10, 57258 Freudenberg - ALLEMAGNE

---

<sup>5</sup> fournisseur des sources radioactives.

En vue de l'information des tiers :

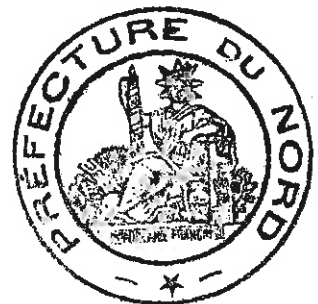
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la Mairie de Saint-André-Lez-Lille et pourra y être consulté : un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Publications-Prefecture-du-Nord-](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Publications-Prefecture-du-Nord-)) ;
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à Lille, 24 OCT 2012

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint

  
Eric AZOULAY







## **ANNEXE 1: LOCALISATION DES ATELIERS ET DES BATIMENTS**



[illegible]

**Réf. Bureau Veritas / DOURDIN / 2065432/1**



Notice modificative à l'autorisation d'exploiter  
Réaménagement intérieur des outils de production

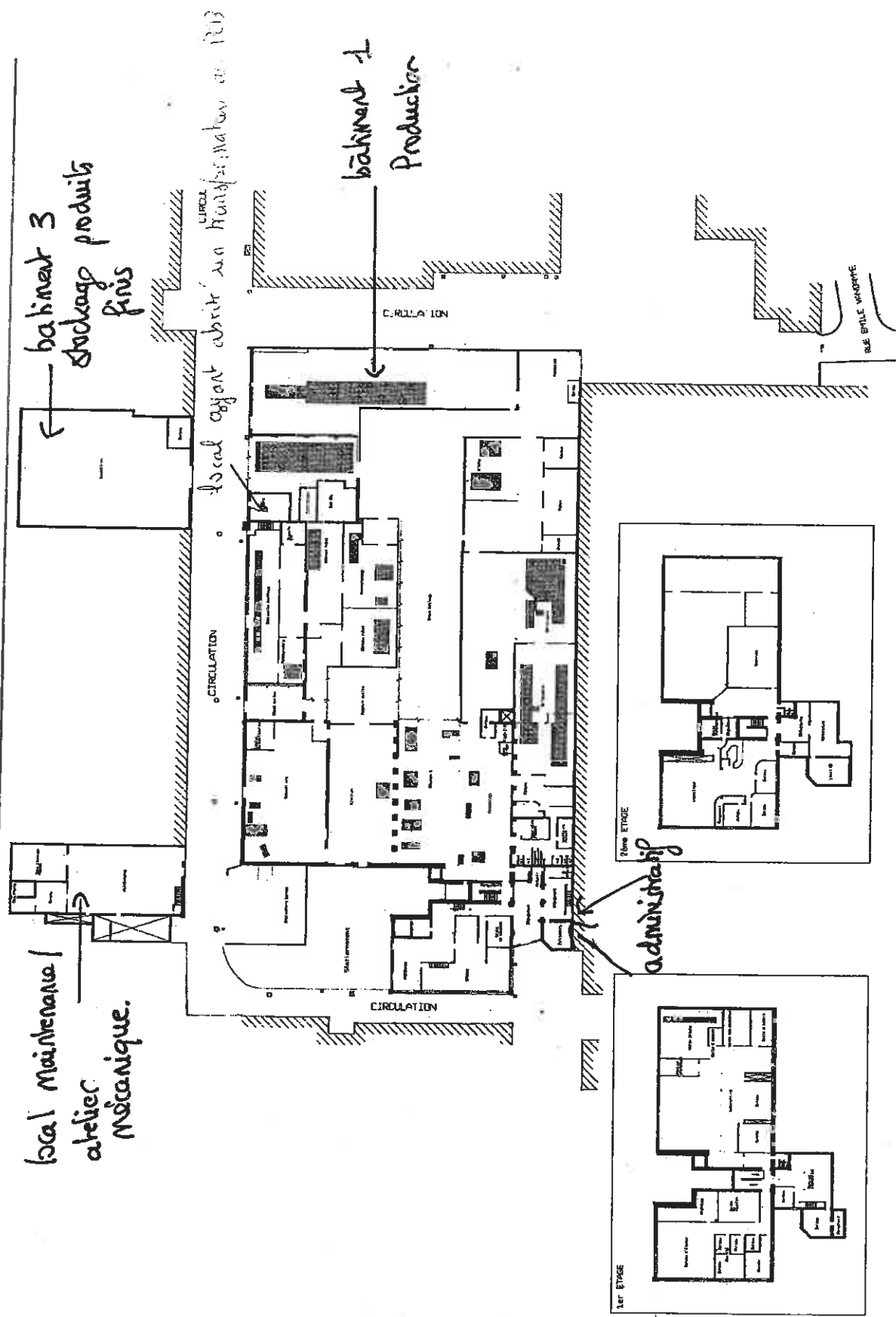


Figure n°2 : Plan de l'établissement mis à jour

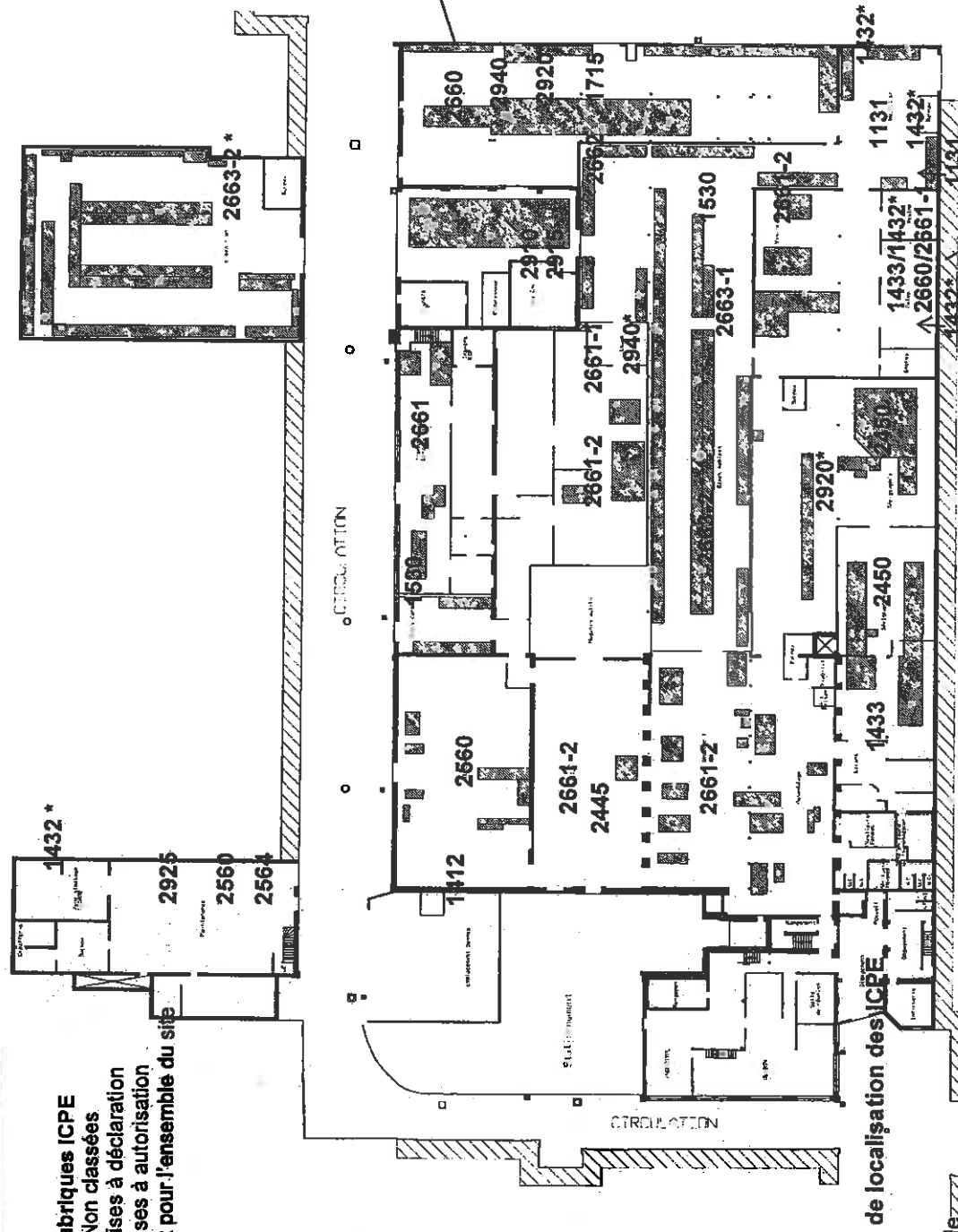


**ANNEXE 2: LOCALISATION DES RUBRIQUES VISEES PAR LA NOMENCLATURE  
DES INSTALLATIONS CLASSEES**





**Rubriques ICPE**  
Non classées  
soumises à déclaration  
soumises à autorisation  
\*classement pour l'ensemble d

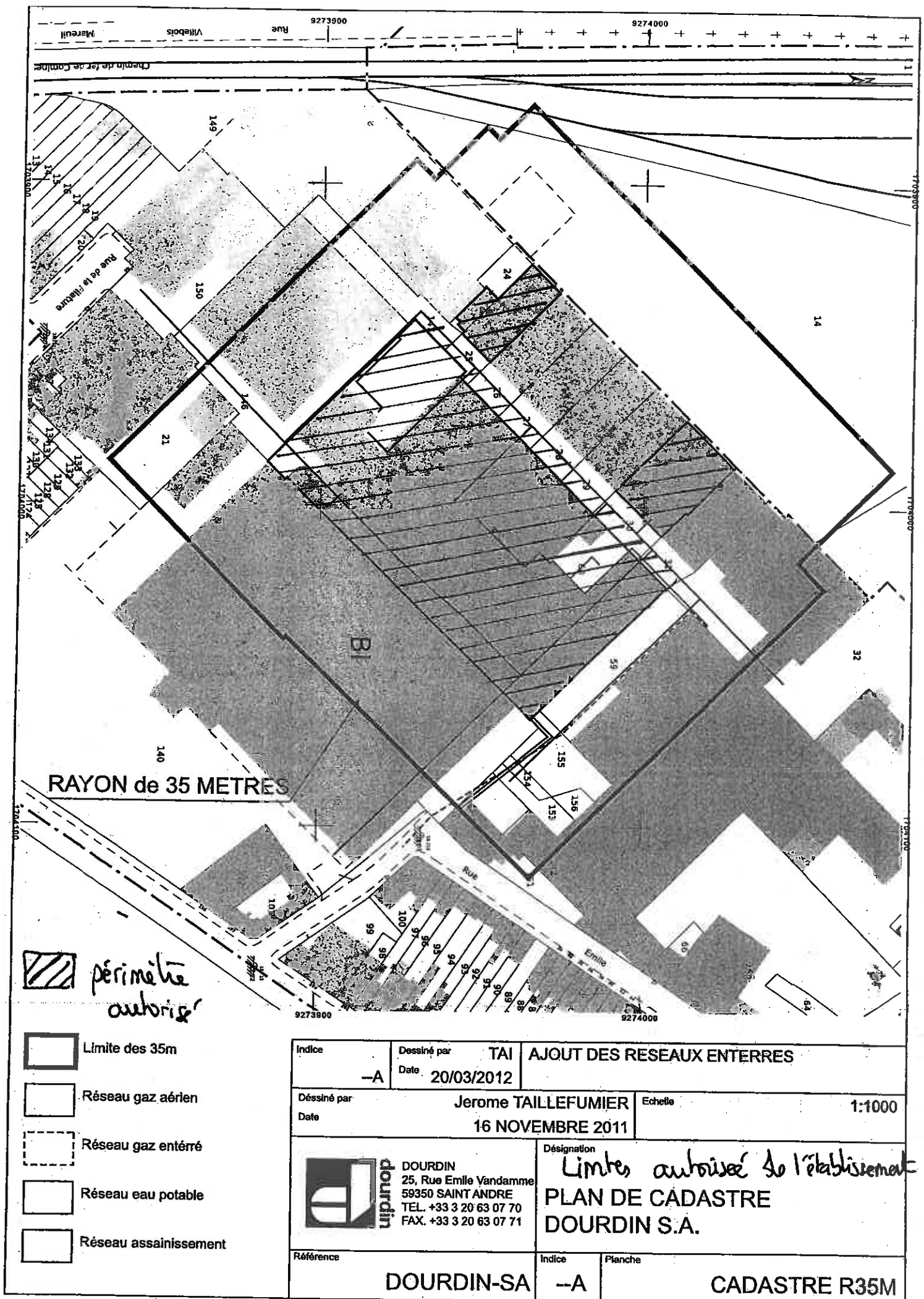


**Figure n°1 : Plan de localisation des ICPE**



### **ANNEXE 3: PERIMETRE AUTORISE POUR L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS CLASSEES**



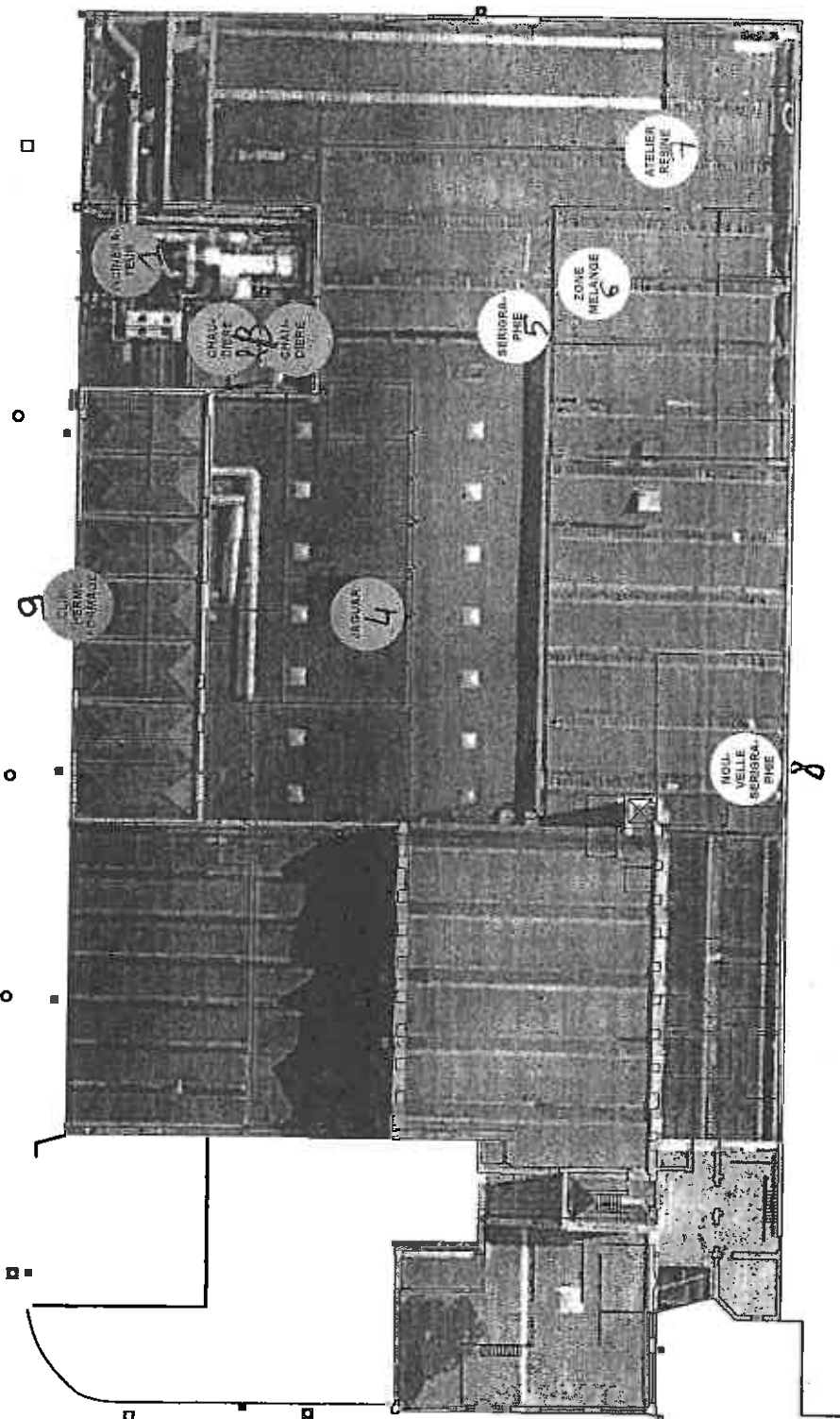
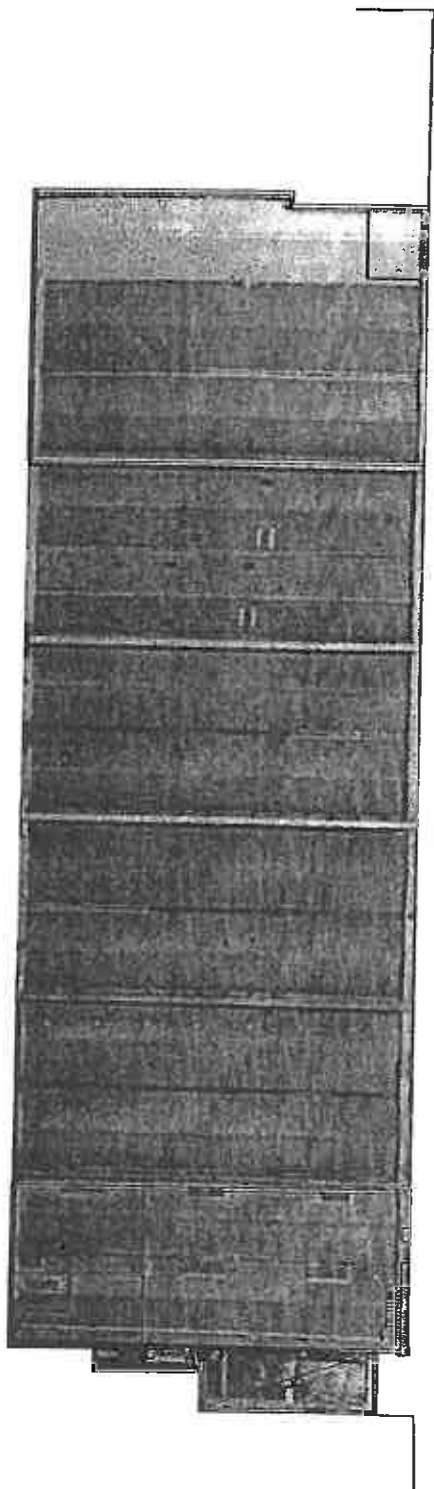




## **ANNEXE 4: LOCALISATION DES EXUTOIRES POUR LES REJETS ATMOSPHERIQUES**







11-05-2012 12:44 LA PLATE DE 11-05-2012 12:44 LA PLATE DE 11-05-2012 12:44 LA PLATE DE		28 NOVEMBRE 2011 28 NOVEMBRE 2011 28 NOVEMBRE 2011	DOURDIN 25 Rue Gailly 59100 LILLE TEL: +33 3 20 83 07 70 FAX: +33 3 20 83 07 71	PLAN DES EXUTOIRES DOURDIN S.A.	DOURDIN-SA EXUTOIRES
--	--	--	---	------------------------------------	-------------------------



## **ANNEXE 5: LOCALISATION DE LA ZONE A EMERGENCE REGLEMENTEE**





Contrôle des niveaux sonores dans l'environnement  
DOURDIN - Saint André lez Lille

Affaire n°: 2385431\_1\_1\_1

Page n°: 14/18

Date 24 nov. 2011

## PLAN – DOURDIN – Saint André lez Lille

